

Théorie et pratique du mensonge
dans les relations internationales

par Jean-Pierre Vettovaglia
ancien Ambassadeur de Suisse
ancien Représentant personnel du Président de la Confédération suisse pour la Francophonie
Administrateur de Banque, conférencier, éditorialiste

« Souvent les gens ne veulent pas voir, entendre et parler de vérité parce qu'ils ne veulent pas que leurs illusions soient détruites »

Friedrich W. Nietzsche

Je voudrais démontrer qu'il n'y a pas ou peu de vérité, mais bien plutôt des mensonges assumés.

Le philosophe Thomas Hobbes avait tout compris et résumé en une formule simple dans son *Léviathan* (1651)¹, le chef d'œuvre de philosophie politique anglaise : « *gouverner, c'est mentir* ». Nous sommes au milieu du XVIIème siècle ! Un siècle plus tard, un autre Anglais, Henry Wotton, définissait ainsi le métier d'ambassadeur : « *un Ambassadeur est un honnête homme envoyé mentir à l'étranger pour le bien de son pays* ». Plus de mille ans plus tôt, Eschyle avait déjà précisé : « *en temps de guerre, la première victime est la vérité* ».

Platon et son discours sur le « Noble Mensonge », Aristote, Machiavel, tous les adeptes de la « Realpolitik », se sont faits les avocats de la nécessité de mentir en politique. Le mensonge est une donnée permanente de la politique². Lorsque Lord Acton, 1^{er} baron Acton, homme politique britannique, dit : « *le pouvoir tend à corrompre, le pouvoir absolu corrompt absolument* », il implique le recours au mensonge. D'ailleurs il ajoute « *il n'y a pas plus de rapport entre la liberté et le pouvoir qu'entre l'éternité et le temps* ». Camus, rejoignant Lord Acton, n'avait-il pas écrit que « *la liberté consiste d'abord à ne pas mentir* » ?

Relevons brièvement qu'il y a deux écoles philosophiques, deux approches du mensonge. L'on peut distinguer les « absolutistes » d'un côté, comme Emmanuel Kant et Saint Augustin pour qui le mensonge est toujours un mal³. Et de l'autre les nombreux « utilitaires » ou « réalistes »

¹ Pour rappel le Léviathan, dans la Bible, est un monstre marin à plusieurs têtes...évoquant des animaux révoltés contre le Créateur et que celui-ci détruit.

² On lira avec intérêt les travaux de Leo Strauss, entre autres « Droit naturel et Histoire » ainsi que « Philosophie politique et l'histoire ».

³ Emmanuel Kant décrivait le mensonge comme « the greatest violation of man's duty to himself »...

pour qui le mensonge peut faire du sens en déterminant son éventuelle utilité positive et les raisons majeures de le faire et qui le justifient.

Dans la société civile, par contre, mentir n'est pas considéré comme un comportement normal et acceptable. En un mot, dans la vie de tous les jours, mentir : c'est mal. Selon le Washington Post, Trump mentirait environ 6 ou 7 fois par jour en moyenne... En tant que parent, vous ne tolérez pas cela de votre fils ou fille de 5 ans !!!!

La raison d'État et l'argent roi peuvent en décider autrement : la fin légitime les moyens, tous les moyens.

D'ailleurs aujourd'hui repérer la fausse monnaie de la vraie est devenu presque impossible. Parfois, c'est comme si le mensonge s'était mué en vérité ; il y a la vérité, des post-vérités, des vérités alternatives, des « fake news » et maintenant des « deep fakes »...

Nous nous concentrerons dans nos exemples de mensonges sur ceux qui relèvent de la seule politique étrangère et plus précisément sur ceux qui sont au service de l'intérêt national (« mensonges stratégiques »), et relèvent donc souvent de la raison d'État.

Mentir va servir l'intérêt national. L'exemple extrême est donné par l'ancien Premier ministre israélien Yitzhak Shamir qui disait : « for the sake of the Land of Israël, it's all right to lie » (« pour le bien de l'État d'Israël, il est permis de mentir »). Jody Powell, le secrétaire de presse du Président Carter, disait lui aussi : « In certain circumstances, government not only has the right but a positive obligation to lie » (« dans certaines circonstances, le gouvernement n'a pas seulement le droit, mais une obligation positive de mentir »). Il reprenait une déclaration d'Arthur Sylvester, le Secrétaire adjoint à la défense de Kennedy qui avait déclaré quant à lui, au moment de la crise des missiles à Cuba : « I think the inherent right of the Government to lie to save himself when faced with nuclear disaster is basic » (« Je pense qu'est fondamental le droit inhérent à un Gouvernement de mentir pour se sauver lorsqu'il fait face à un désastre nucléaire »).

Les gouvernements et beaucoup de leurs citoyens reconnaissent que les relations internationales sont régies par d'autres règles que celles qui s'appliquent au plan domestique.

Sans faire l'apologie du mensonge dans les relations internationales, il faut bien voir qu'il y a parfois de bonnes raisons stratégiques pour lesquelles les dirigeants mentent à d'autres États ou à leur propre peuple.

Mentir en politique étrangère ne relève donc pas forcément de l'inconduite et peut être parfois considéré comme intelligent, nécessaire et vertueux. Cela va dépendre des circonstances. Deux exemples :

Franklin Roosevelt a menti au peuple américain à propos d'un incident naval dans l'Atlantique en août 1941 afin de précipiter l'entrée des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale et obtenir le feu vert du Congrès. « Noble mensonge » aurait dit Platon. Bon objectif, bon mensonge.

Lyndon B. Johnson a menti au peuple américain au sujet d'événements dans le Golfe du Tonkin à l'été 1964 afin de se faire donner par le Congrès le pouvoir de déclarer la guerre au Nord-

Vietnam. Il s'agissait en fait d'éviter de donner l'impression que les États-Unis étaient en train de perdre une guerre. Mauvais objectif, mauvais mensonge.

Mais mentir sera toujours jouer avec le feu si la vérité vraie vient rapidement à émerger comme l'a été l'absence d'armes de destruction massive en Irak en 2003 pour les États-Unis. Au contraire, la vérité au sujet des attaques du 11 septembre 2001 restera sans doute cachée à jamais avec tous ses mensonges et non-dits.

En politique étrangère, seul le succès va alors excuser le mensonge.

Partie théorique

Les États mentent relativement rarement à d'autres États parce ces derniers disposent des moyens de contrôle permettant généralement d'éventer le mensonge rapidement. Il n'est pas si facile « d'embobiner » des dirigeants d'États étrangers. Comme disait Ronald Reagan : « trust but verify » !

Par contre, sa propre population est généralement plus crédule et n'a pas toujours les moyens de vérifier. Les mensonges les plus fréquents des États seront ainsi destinés à leurs propres citoyens. McNamara (Secrétaire américain à la Défense de 1961 à 1968) a dit une fois qu'« *il était inconcevable que quelqu'un, même familier du système de gouvernement et de la société américaine puisse suspecter l'existence d'une conspiration afin de provoquer une guerre. Le peuple attend de ses dirigeants politiques de l'honnêteté et a tendance à faire confiance* ». L'un des fondateurs des néoconservateurs américains, Irving Kristol, pensait qu'il ne pouvait y avoir une seule vérité pour tout le monde en démocratie : « ça ne marche pas comme cela, disait-il, c'est plutôt à chacun sa vérité selon son niveau et ses besoins ! ».

Enfin, il s'agit de noter que l'on ment plus facilement à ses ennemis qu'à ses alliés. « Truth for friends and lies for the enemies ».⁴ Un rival est plus dangereux qu'un allié et c'est sur lui qu'il va falloir essayer de prendre un avantage.

On ne peut pas mentir sans cesse, sans perdre sa crédibilité. Il faudra mentir de façon sélective et prudente pour que cela soit utile. Ce qui fait dire à John Mearsheimer : « too much lying is bad for business »...!⁵

Un auteur anglais avait écrit en 1928 un livre sur le mensonge pendant la première guerre mondiale en concluant que jamais dans l'histoire l'on avait autant menti...⁶. C'est qu'il n'a pas connu la deuxième guerre ni la guerre froide ! Ni ce qui se passe aujourd'hui. Je pense personnellement que le mensonge est dans une phase d'expansion exponentielle depuis le début du XXIème siècle.

⁴ Charles Horton Cooley, « Human Nature and the Social Order », New York, Scribner's Sons, 1922

⁵ John J. Mearsheimer vient de publier un nouveau volume en octobre de cette année qui devrait être une lecture obligatoire pour tous : « The Great Delusion, Liberal dreams and international realities », Yale, 2018, 313p.

⁶ Arthur Ponsoby, « Falsehood in Wartime », 1928.

Pourquoi mentir ?

La raison essentielle est le gain d'un avantage stratégique.

- 1.- Afin de décourager une attaque de l'adversaire, les États peuvent exagérer leurs capacités militaires à des fins de dissuasion⁷.
- 2.- Un Etat ou un leader peut au contraire mentir avec l'objectif de minimiser l'importance d'une capacité militaire ou même la cacher à son adversaire ou même ses alliés⁸.
- 3.- Un gouvernement peut dissimuler ses intentions hostiles à l'égard d'un adversaire pour mieux masquer une attaque imminente⁹.
- 4.- Un État peut dissimuler son hostilité envers un adversaire afin d'éviter de le provoquer inutilement¹⁰.
- 5.- Alors qu'ils n'en ont aucune intention, un État ou ses dirigeants menacent d'attaquer un rival afin de modifier son comportement, changer sa politique ou le contraindre à faire ce qu'il ne veut pas¹¹.

⁷ Hitler a constamment eu recours à l'exagération de ses capacités militaires dans les années trente. Une « Wehrmacht » plus forte que nature devait décourager la Grande-Bretagne et la France d'interférer avec le réarmement de l'Allemagne et la remilitarisation de la Rhénanie.

De même, Staline avait par ses nombreuses purges sérieusement affaibli l'Armée rouge et craignait l'armée allemande. Lui et ses lieutenants se répandirent alors en propos sur la formidable machine de guerre qu'était l'armée soviétique.

⁸ L'exemple type est la dissimulation par Israël dans les années 60 de son programme naissant d'armes nucléaires par crainte d'un veto américain. Il était préférable que ceux-ci ignorent ce qui se passait réellement dans le centre nucléaire de Dimona.

Un autre exemple célèbre est l'installation discrète de missiles offensifs russes à Cuba en 1963. Les Russes avaient assuré moult fois les Américains qu'ils ne le feraient pas. Khrouchtchev voulait présenter le fait accompli aux Américains en croyant qu'ils s'en accommoderaient.

⁹ De 1933 à 1938, Hitler essaya de persuader les Européens de sa dévotion à la paix alors qu'il préparait la guerre. Juste avant les accords de Munich en 1938, il jura que son projet de conquête des Sudètes était la toute dernière revendication territoriale de l'Allemagne. « S'il ne dépendait que de l'Allemagne, jamais la guerre ne reviendra en Europe » disait-il encore en août 1934.

En février 1945 à Yalta, Staline promit aux Alliés d'attaquer le Japon dans les trois mois après la défaite allemande. Aux Japonais qui s'en inquiétèrent, Staline répondit qu'il s'en tiendrait aux relations traditionnelles sur la base du traité de neutralité entre les deux pays. L'URSS attaqua le Japon le 8 août 1945.

Le chargé de presse du Président Carter, Jimmy Powell, nia en avril 1980 que le gouvernement américain préparait une opération de sauvetage des otages à Téhéran lorsque la question lui fut posée.

¹⁰ Les pays de l'Ouest européen signèrent deux pactes de défense mutuelle avant l'OTAN en 1949 soit le traité de Dunlirk (1947) et de Bruxelles (1948) en affirmant qu'ils étaient là pour se prémunir d'une résurgence de l'Allemagne, alors qu'ils étaient destinés à contenir l'expansion russe en Europe. Les dirigeants européens mentirent pour ne pas créer d'antagonismes supplémentaires avec les Soviétiques.

¹¹ La politique nucléaire de l'OTAN est un bon exemple. La position officielle de l'OTAN était que si les forces du Pacte de Varsovie attaquaient l'Occident, la réplique serait nucléaire afin de stopper l'offensive soviétique. Henry Kissinger et Robert McNamara endossèrent cette politique mais firent savoir des années plus tard qu'ils n'auraient en aucun cas eu recours à l'arme nucléaire même en cas d'attaque conventionnelle massive des Soviétiques en Europe de peur de les voir rétorquer par une attaque nucléaire contre les Etats-Unis directement. Mais Moscou ne pouvait être sûr de rien...

6.- Un Chef d'État peut mentir afin de provoquer un autre État à l'attaquer ou à attaquer un autre pays¹².

7.- Les dirigeants d'un pays peuvent avoir l'impression que leur opinion publique ou leurs alliés sous-estiment un danger ou un rival dangereux et mentir de manière à le faire apparaître bien plus menaçant qu'il ne l'est en réalité. Lorsqu'un gouvernement perçoit en effet une menace mais qu'il pense que le public ne voit pas le loup devant la porte, il organise une campagne de désinformation, pour rendre la vérité plus « claire » que la vérité. Les dirigeants américains y ont recours en permanence en lien avec les menaces en provenance de la Russie aujourd'hui et de l'Iran. Autrement le public ne les soutiendrait pas dans les manœuvres qu'ils entreprennent. C'est ce que Kemal Atatürk appelait « : *pour le peuple, malgré le peuple* ». En résumé, la menace doit être exagérée afin de mobiliser le soutien populaire.

Il est vrai que pour l'Amérique, l'ennemi est souvent très lointain, forcément de l'autre côté d'un océan, donc sa menace n'est pas toujours très perceptible pour le public selon les autorités. Souvent elle n'existe même pas en réalité¹³.

¹² L'exemple ultra-classique est la dépêche d'Ems, soit la falsification par Bismark de la réponse de l'Empereur Wilhelm I à Napoléon III en 1870 qui conduisit l'Empereur français à stupidement déclarer la guerre à la Prusse. Et à la perdre comme l'on sait.

¹³ Une semaine après l'incident du USS Greer, Roosevelt s'est adressé au peuple américain par radio et menti à cinq reprises :

1. L'attaque du USS Greer par un sous-marin allemand est intervenue sans aucune provocation de la part du destroyer américain.

2. Il ne mentionna en aucun cas la présence d'un avion de la British Air Force ni son lâchage de charges de profondeur.

3. Il affirma que le sous-marin allemand avait attaqué en premier le USS Greer sans avertissement et avec l'intention évidente de le couler, commettant un acte de piraterie, moralement et légalement.

4.- Il affirma aussi que le Greer était clairement identifiable mais des responsables de la Navy lui avaient dit le contraire quelques jours auparavant.

5.- Il prétendit ne pas vouloir commencer des hostilités avec Hitler mais avait d'ores et déjà promis à Churchill en août qu'il se considérait déjà en guerre, sans l'avoir déclarée, et se montrerait de plus en plus provocateur, qu'il forcerait un incident afin de justifier l'ouverture des hostilités. Ce n'est pas le Greer toutefois qui provoqua l'entrée en guerre mais l'attaque japonaise contre Pearl Harbour le 7 décembre 1941 et la propre déclaration de guerre aux États-Unis par Hitler le 11 décembre.

Le comportement du Président Johnson dans l'affaire du Golfe du Tonkin est très semblable en août 1964. Tout se passait alors très mal pour les États-Unis au Sud Vietnam et il s'agissait d'escalader de façon significative le combat contre le Nord Vietnam même si le public américain ne montrait que bien peu d'enthousiasme pour cette guerre en Asie du Sud-Est. Le président ressentit le besoin d'avoir l'approbation du Congrès pour des frappes massives contre le Nord Vietnam. Il « apprit » le 4 août que des patrouilleurs nord vietnamiens avaient attaqué le destroyer USS Maddox dans le Golfe du Tonkin. Le 7 août, le Congrès lui donnait carte blanche d'engager la guerre contre le Nord Vietnam.

Il mentit à deux reprises.

La première fois pour assurer qu'il avait des preuves complètes et irréfutables que le Nord Vietnam avait attaqué le Maddox. Dans la résolution envoyée au Capitole, il est clairement stipulé que le Nord Vietnam avait délibérément et de façon répétée attaqué des navires de guerres américains. En fait quelques heures après la soi-disant attaque, le Commandant du Maddox affirmait qu'il y avait de bonnes raisons de croire qu'elle ne s'était en fait jamais produite. Chacun fut prié de se taire...de McNamara à McGeorge Bundy, National Security Advisor, et son adjoint Walt Rostow.

La deuxième fois en affirmant que le Maddox était en patrouille de routine et que l'attaque fut délibérée et sans provocation américaine. En fait le Maddox était dans les eaux nord vietnamiennes en mission d'information et en soutien des troupes sud vietnamiennes qui attaquaient la côte. Les États-Unis essayaient de provoquer une réaction de la part des Nord Vietnamiens ...Robert McNamara nia tout devant le Sénat le 4 août et réfuta toute rumeur de collusion avec le Sud Vietnam. « I say this flatly. This is a fact ».

8.- Les dirigeants peuvent mentir en temps de paix afin de couvrir des activités d'espionnage ou de sabotage et limiter les dégâts en cas de découverte de la supercherie.¹⁴

9.- Les États vont mentir de manière à obtenir un avantage dans la conduite des opérations militaires en temps de guerre¹⁵.

10.- Cette dixième catégorie reflète les mensonges auxquels on recourt afin d'obtenir une meilleure solution pour son pays dans une importante négociation conclue par un accord international ou d'autres accords formels. Il s'agit d'une sorte de bluff sur ses limites, ses réserves, ses lignes rouges. Ils sont très difficiles à détecter. Un gagnant de Prix Nobel d'économie, Thomas Schelling, a dit « bargaining power is the power to fool and bluff, and bluffing is all about the conveyance of false information »¹⁶.

11.- le cover up ou la dissimulation

Il s'agit d'un mensonge destiné à cacher une politique controversée, une incompetence ou l'échec d'une mission militaire ou autre, afin de protéger ses propres intérêts ou le bien du pays¹⁷.

¹⁴ Gary Powers et son avion espion ont été descendus au-dessus de l'URSS au printemps 1960.

Le Président Eisenhower avait reçu le renseignement selon lequel, en cas d'accident, un processus d'autodestruction ferait exploser l'avion et tuerait le pilote.

La Maison Blanche annonça alors qu'il s'agissait d'un avion météorologique égaré au-dessus de l'URSS et pas d'un avion espion. Quand les Soviétiques produisirent Powers en personne, Washington persista contre toute attente en affirmant que l'avion avait dérivé suite à la perte de connaissance du pilote sans doute inconscient à cause d'un manque d'oxygène. En fin de compte, Washington dut admettre l'évidence. Ceci ne mit pas fin au processus mensonger. L'administration révéla que le président n'était pas impliqué dans la planification de ces vols espions. Eisenhower admit plus tard que chaque série d'intrusion était validée et exécutée avec sa connaissance et sa permission.

¹⁵ Churchill a résumé succinctement le problème en disant : « en temps de guerre, la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être entourée par une barrière de mensonges ». Tous les participants à la Deuxième Guerre mondiale usèrent de ce stratagème. Il est employé dans toutes les guerres. Roosevelt avait lui aussi dit en mai 1942: « I am perfectly willing to mislead and tell untruths if it will help win the war ».

¹⁶ La Grèce a menti sur ses niveaux de déficit budgétaire afin de gagner sa place dans la zone euro, la fameuse limite des 3% du PNB. La Grèce prétendit que ses déficits étaient bien inférieurs -ils étaient bien supérieurs- et rejoignit la monnaie unique en 2001.

¹⁷ La crise des missiles russes à Cuba est un autre exemple dans lequel le Président Kennedy comprit que le retrait des missiles Jupiter de Turquie passerait très mal dans l'opinion publique. A classer parmi les « nobles mensonges » parce qu'il a servi à désamorcer une confrontation extrêmement dangereuse. Il a fallu trente ans pour que le public américain réalise que Kennedy avait menti sur la manière avec laquelle il avait réglé la crise des missiles à Cuba. En fait, il avait passé un accord secret avec les Soviétiques impliquant le retrait des missiles américains Jupiter de Turquie en échange du retrait des missiles russes à Cuba. Tout le monde avait cru à un retrait forcé unilatéral des Soviétiques. Kennedy et ses conseillers nièrent toujours ce fait pendant et après la crise.

Le Japon passa de nombreux accords avec les USA pendant la guerre froide qui restèrent secrets. En dépit de la loi japonaise très claire sur le sujet, des navires de guerre américains dotés d'un armement nucléaire furent autorisés à utiliser des ports japonais. Le Japon a dû aussi payer pour une partie du stationnement des troupes américaines au Japon. Si connus du public japonais, ces accords auraient sans doute dû être abrogés. Les autorités japonaises nièrent les faits avec vigueur et détermination.

12.- Il nous faut ajouter une nouvelle catégorie plus contemporaine et aux conséquences les plus dommageables.

Depuis la fin de la guerre froide, l'expansion de la domination militaire américaine a conduit à des détournements cyniques des concepts de droits de l'homme et de démocratie qui ont entraîné la diffusion de contre-vérités reprises par les médias et destinées à tromper le public. Il s'agit de l'influencer et de faire passer des agressions contre des États souverains comme des entreprises humanitaires. Le tout est de jouer avec les peurs, les colères et la répulsion du public. J'ai appelé cette nouvelle catégorie le « mensonge punitif », soit la recherche d'un prétexte pour attaquer un pays avec lequel on n'est même pas en guerre¹⁸. Les attaques de drones armés appartiennent à cette catégorie. Les bombardements punitifs pour utilisation supposée d'armes chimiques également.¹⁹

Les désavantages du mensonge

Mentir de façon récurrente comme le fait l'actuel Président des États-Unis Donald Trump risque d'infléchir la politique de manière à créer une culture généralisée de malhonnêteté autodestructrice, conduisant au rejet de la politique et au déclin de la démocratie et des institutions ainsi qu'un début de tolérance pour des formes d'autoritarisme.

Si des membres du gouvernement mentent au public, le processus de prise de décision pourrait en être affecté. Comme l'a dit en son temps un procureur spécial aux USA, « *la vérité est le moteur de notre système judiciaire. Des compromis avec la vérité vont condamner tout le système* ».

En effet, on peut se demander combien de temps une démocratie peut rester viable si les citoyens sont conduits à penser que leurs dirigeants sont de fieffés menteurs.

En politique étrangère où le mensonge peut se révéler un bon choix stratégique comme on vient de le voir, il en va différemment. Les gens savent que les règles diffèrent selon que l'on reste dans le domaine de la politique intérieure ou que l'on se trouve sur le terrain des affaires étrangères. Ils comprennent qu'il faut parfois mentir et tricher, surtout avec un adversaire dangereux. C'est au fond un mal nécessaire dans les relations internationales, même si détestable en soi. Il n'y a pas d'amis en politique étrangère, il n'y a que des intérêts. Et donc bien peu de morale en vérité. Cette dernière est souvent là pour sauver les apparences ou masquer des intérêts matériels.

De fait, les hommes d'État et les diplomates sont rarement punis lorsqu'ils sont pris en flagrant délit de mensonge en politique étrangère. Ceux de George W. Bush, les pires, n'ont pas eu de conséquence pour lui et son équipe rapprochée (Dick Cheney et Donald Rumsfeld).

¹⁸ Une des particularités de notre époque est que l'on fait la guerre sans la déclarer...on bombarde sans déclarer la guerre. Les drones tuent y compris chez des pays amis.

¹⁹ Un petit exemple nous est fourni après les attentats contre deux ambassades américaines en Afrique le 7 août 1998 à Nairobi au Kenya et à Dar es Salam en Tanzanie. Les Américains répliquèrent aux attentats par l'opération « Infinite Reach » le 20 août 1998 : une attaque par missiles de croisière de la US Navy qui frappa plusieurs camps d'entraînement d'Al-Qaeda en Afghanistan et détruisit une usine pharmaceutique au Soudan à la suite de soupçons selon lesquels l'usine d'Al-Shifa produisait des armes chimiques et était contrôlée par Oussama ben Laden. Les Soudanais ont toujours démenti ces accusations. Une enquête d'experts en armements chimiques sous les auspices de l'ONU leur donna raison. Aucune excuse ni compensation ne furent jamais considérées. Cette usine fabriquait des médicaments génériques pour la malaria et le sida.

Partie Pratique

1.- La pratique contemporaine du mensonge par les États-Unis

Pourquoi les États-Unis ? Parce qu'ils sont une super puissance et que leur histoire porte en elle beaucoup de violence et de non-dits²⁰. Une hégémonie mondiale ne se défend pas non plus sans mensonge²¹. On l'a déjà relevé : la propension à mentir est aussi fournie par les occasions de le faire et les puissances dominantes semblent avoir un certain apanage du mensonge, soit un usage assez fréquemment répété dans leurs relations internationales.

Au fil des années depuis la fin de la guerre froide, les USA ont adopté une politique étrangère qui exagère systématiquement les dangers et les menaces en déployant force mensonges et exagérations quant à ses adversaires afin de manipuler son opinion publique. Leurs ambitions globales créent nécessairement des situations nombreuses où l'administration américaine devra avoir recours, à l'égard de son opinion publique, à une forme de mensonge alarmiste.

Shakespeare avait écrit un jour que « *le diable était capable de citer les Saintes Écritures quand il y va de son propre intérêt* ».

De grands auteurs respectables et respectés américains l'ont écrit en 2018 dans des livres extrêmement importants : Stephen Walt et John Mearsheimer dévoilent cette stratégie d'hégémonie militaire visant à propager envers et contre tout partout sur la planète la démocratie, les droits de l'homme et d'autres valeurs libérales mais qui dissimule en fait une logique exclusive d'intérêts matériels. Celle du complexe militaro-industriel qui a annihilé la diplomatie des bonnes intentions.

Mearsheimer en particulier écrit : « *« l'on a pu croire pendant longtemps à l'Ouest que les États-Unis allaient répandre la démocratie libérale à travers le monde, promouvoir une économie internationale ouverte et créer des institutions internationales pour gérer cela. La politique consistant à refaire le monde de l'après-guerre à l'image de l'Amérique était supposée protéger les droits de l'homme, promouvoir la paix et faire du monde une place accueillante et sûre pour la démocratie. Mais il n'en est pas advenu ainsi. Au lieu de cela, les États-Unis sont devenus un État hautement militarisé, en guerre perpétuelle, menaçant la paix, compromettant les droits de l'homme et menaçant les valeurs libérales chez eux et à l'étranger »* ... David Ray Griffin²²écrit que « *l'Amérique, décrite comme la nation exceptionnelle, quasi de droit divin, est un mythe, une fraude* ». En un mot : un mensonge. Un autre auteur, Andrew Bacevitch, parle quant à lui, de « tentatives de blanchiment dans l'argumentation américaine » !

²⁰ Une étude américaine faite en 2011 révèle que depuis l'indépendance en 1776, la nation américaine compte 214 années de guerre pour 21 années de paix...Depuis le début du XXIème siècle pas un jour de paix pour l'Amérique !

²¹ Lire le livre du Major-General du Corps de marines Smedley Butler, « War is a racket », Feral House, Los Angeles, 2003, pour une lecture édifiante.

²² David Ray Griffin, « The American Trajectory, Divine or Demonic », Clarity Press, Atlanta, 2018, 409p.

2.- Exemples de mensonges.

Ils sont trop nombreux pour en faire le tour.

La consultation du livre d'un professeur suisse de Bâle, Daniele Ganser, fondateur et directeur du « Swiss Institute for Peace and Energy Research » intitulé « Les Guerres illégales de l'OTAN, une chronique de Cuba à la Syrie »²³ permet de dresser un inventaire des non-dits et autres dissimulations et transgressions mensongères couvrant les cas de l'Iran (1953), du Guatemala (1954), de l'Égypte (1956), de Cuba (1961), du Vietnam (1964), des Contras au Nicaragua (1981), de la Libye (1986), du Panama (1989), de la Yougoslavie (1991), de la Serbie (1999), de l'Afghanistan (2001), de l'Irak (2003), de la Libye encore une fois (2011), de la Syrie (2011), de l'Ukraine (2014), du Yémen (2015), de la Syrie à nouveau (2015).

La seule intervention « dans les clous onusiens » est celle de la communauté internationale contre le **Koweït en 1990/1991**. Toutefois il fallait convaincre le peuple américain et le Congrès, comme toujours. Le 10 octobre 1990, les autorités américaines organisèrent un gigantesque « enfumage » : durant une audition télévisée, des « témoins » décrivent devant le Congrès américain les horreurs commises au Koweït par les troupes d'occupation irakiennes. Chacun fut bouleversé par le témoignage d'une infirmière koweïtienne éplorée racontant comment les soudards irakiens débranchèrent les couveuses maintenant en vie les prématurés de son hôpital et tuèrent sans pitié les nourrissons en les jetant par terre. On découvrira plus tard que la prétendue infirmière était la fille de l'Ambassadeur du Koweït à Washington. Son témoignage était inventé de toute pièce. Le Congrès décida en faveur de l'intervention.

En fait de mensonges contemporains (post 2000), la plupart d'entre eux font partie de la guerre de l'Amérique contre le terrorisme. C'est un élément tout-à-fait fondamental qui trouve son origine dans les attentats du 11 septembre 2001. Ensuite, le premier mensonge a entraîné les autres : l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie.

En découlèrent les affirmations mensongères suivantes, reprises du livre de l'Américain David Ray Griffin²⁴, « Bush and Cheney : How They Ruined America and The World », Olive Branch Press, Northampton, Maryland, 2017, 399p. ». La liste de mensonges que je présente n'est pas exhaustive, loin de là, j'ai dû faire des choix :

*Les attaques du 11 septembre 2001 ont été de complètes surprises. FAUX, cela faisait des années que l'administration américaine procédait à des exercices de défense annuels portant précisément sur ce scénario.

*Il existe des preuves solides et concrètes de la responsabilité et de l'implication de Oussama Ben Laden dans les attentats du 11 novembre 2001. FAUX, il n'y en a jamais eu.

*Ces preuves solides justifient l'invasion de l'Afghanistan. FAUX, l'invasion a eu lieu parce que le gouvernement afghan refusait de livrer Ben Laden aux États-Unis.

²³ Daniele Ganser, « Les Guerres illégales de l'OTAN, une chronique de Cuba à la Syrie », Editions Demi-Lune, Collection Résistances, 2017, 432p.

²⁴ David Ray Griffin est professeur de Philosophie des religions et de théologie à la Claremont School of Theology and Claremont Graduate University. Il a écrit plus de trente livres et est infiniment respecté par les meilleurs professeurs américains de relations internationales, également à l'étranger, comme par ses étudiants.

*La guerre contre le terrorisme justifie le « Patriot Act » du 19 septembre 1991, acronyme de « Providing Appropriate Tools required to intercept and obstruct Terrorism ». FAUX, cette loi de 345 pages comportant de nombreuses atteintes aux libertés aurait été préparée dans les huit jours qui ont suivi les attentats (11 septembre-19 septembre !!!). Ceci est très peu crédible. Les restrictions de liberté dans la constitution américaine étaient en préparation depuis longtemps dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Les attentats du World Trade Center ont fourni un bon prétexte pour les introduire.

*Saddam Hussein est intimement lié aux attentats et développe des armes de destruction massive. FAUX, les deux informations sont erronées.

*La destruction du Moyen-Orient n'a rien d'intentionnel ou de préparé. FAUX, l'invasion de l'Irak était planifiée bien avant les attentats.

*L'attaque contre la Libye est une réponse humanitaire à un fou, Kadhafi, qui avait adopté une politique de viol systématique des femmes par des troupes droguées au viagra prêtes à attaquer des opposants démocrates. FAUX. Ces affirmations ont été infirmées par Amnesty International.

*La guerre contre la Syrie n'est en rien un plan de la CIA visant à renverser le Président élu Bachar al-Assad sous le prétexte de libérer les démocrates syriens. Il n'y a pas de projet de « regime change ». FAUX, des intérêts pétroliers en sont à l'origine.

*Les Djihadistes en Syrie y compris ISIS n'ont pas été armé et soutenu par les USA avec des livraisons d'armes à partir de Benghazi en Libye. FAUX, c'est aujourd'hui un secret de Polichinelle.

*Les « White Helmets » (Casques Blancs) syriens sont des volontaires indépendants et non une officine (ONG) financée par les États-Unis et l'Angleterre. Ce qu'ils disent est parole d'« évangile ». FAUX, c'est une ONG islamiste qui n'a pas son pareil dans la fourniture de « preuves » d'attaques chimiques par le gouvernement Assad.

*Les guerres menées contre des pays musulmans à travers le Moyen-Orient (Irak, Syrie, Iran peut-être un jour) n'ont rien à voir avec l'occupation de la Cisjordanie et du plateau du Golan par les Israéliens et elles ne servent pas de soutien américain à l'agenda politique d'Israël dans la région. FAUX, il s'agit toujours de protéger Israël.

*Les assassinats par drones sont légaux et moralement justifiés, sans déclaration de guerre. FAUX, ils transgressent le droit international et la Charte des Nations Unies.

*Le coup d'état en Ukraine en 2014 n'est pas du tout une opération de plus dans la politique d'agression que conduit l'Amérique envers la Russie qui représente une menace grandissante d'annihilation nucléaire. FAUX, c'est un vrai coup d'état de la CIA.

*Le renforcement des forces militaires américaines, c'est-à-dire otaniennes, le long des frontières occidentales de la Russie ne sont pas des actes d'agression mais des actions d'auto-défense. FAUX, ce sont des provocations d'ailleurs contraires aux promesses faites ultérieurement.

Il est exclu naturellement de reprendre chacun de ses points individuellement. J'ai choisi toutefois d'en commenter quelques-uns.

1.- Le 11 septembre 2001, comme marqueur du début de la guerre de l'Amérique contre le terrorisme.

Il n'est pas question de rentrer ici dans les thèses du complotisme, quelles qu'elles soient. Il y a bel et bien eu 4 avions utilisés, deux contre les Twin Towers, WTC 1 et 2, un contre l'aile Ouest du Pentagone et un quatrième qui s'est abattu dans un champ en Pennsylvanie.

Mais la version officielle, intitulée « 11 septembre 2001, Rapport de la Commission d'enquête », est la version américaine du pyromane criant au feu pour détourner l'attention, elle n'est guère crédible, il y a trop de failles inexplorées, trop de craquements dans le système, trop de non-dits, trop de mensonges officiels. Alors que les commissions d'enquête aux États-Unis sont nommées dans les 7 jours, il en a fallu 440 avant d'ouvrir l'enquête chargée d'explicitier les événements.

Pourtant six heures après les attentats, le gouvernement confirmait officiellement que le responsable était bel et bien Oussama Ben Laden et ses 19 complices furent nommément identifiés dans les trois jours (leurs corps et documents d'identité avaient pourtant été réduits en cendres). Ledit gouvernement avait été quelque peu indûment précédé juste deux heures après le premier impact par Paul Bremer, futur administrateur de l'Autorité provisoire de la coalition en Irak, alors président de la commission nationale américaine sur le terrorisme qui désignait Ben Laden comme principal suspect sur CNN.

Je suis sûr que beaucoup d'entre vous ne savent pas qu'une troisième tour du World Trade Center, la Tour no 7 s'est parfaitement écroulée sur elle-même, comme les Twin Towers, sept heures plus tard, mais sans être victime d'un attentat aérien...Je doute que toutes les supercheries auxquelles on a eu recours soient explicitées un jour. J'ai toujours trouvé ironique que la Commission ait reçu 14 millions de dollars pour faire son travail, celle enquêtant sur les frasques de l'affaire Clinton-Monica Lewinsky en avait 40 à sa disposition.

Le Sénateur Max Cleland quitta la commission dès novembre 2003 avant même l'établissement du rapport final à la suite de l'« oubli » par la Commission de la Tour no 7 du World Trade Center. Comme je vous l'ai déjà dit, par solidarité sans doute avec les tours jumelles, la tour no 7 est tombée sept heures plus tard, les 47 étages de sa structure métallique s'écroulant comme à la parade en moins de 10 secondes selon le processus bien connu de la démolition contrôlée, technique visiblement parfaitement au point. Le Sénateur a dit publiquement : « c'est un scandale national...cette enquête est compromise ». Bob Kerrey, autre Sénateur remplaçant Max Cleland a déclaré en juin 2006, deux ans après la publication du rapport : « il y a de nombreuses raisons de soupçonner qu'il y a une alternative à ce que nous avons exposé dans notre version ». Autrement dit, le rapport est un tissu de mensonges, une véritable « cover up ». Le Président de la Commission Philip Zelikow (nommé à la place de Henry Kissinger qui avait sagement décliné l'offre) avouera plus tard devant le National Press Club, le 11 septembre 2006 : « La Commission a été mise en place pour échouer ».

Immédiatement après le 11 septembre 2001, les États-Unis demandèrent à l'Afghanistan de leur livrer Oussama Ben Laden (qui n'a jamais directement revendiqué ces attentats). L'ultimatum ne laissait d'autre alternative que la livraison de Ben Laden ou l'invasion de l'Afghanistan, transformé immédiatement en régime abritant des terroristes, puis en régime terroriste tout court. Avant le 11 septembre, les États-Unis avaient une liste d'organisations terroristes et d'États soutenant le terrorisme : ni les Talibans, ni l'Afghanistan ne figuraient sur cette liste. L'Afghanistan demanda des preuves. Les États-Unis lancèrent leur attaque.

Ces attentats ont permis de nouvelles guerres, des réductions aux libertés individuelles et des bénéfices extraordinairement juteux et durables pour les entreprises du complexe militaro-industriel²⁵ dont l'importance leur permet une influence prépondérante sur la politique américaine.

2.- L'Irak

L'on ne reviendra que brièvement sur **l'invasion de l'Irak** le 19 mars 2003 marquée par les mensonges politiques que l'on sait destinés à amener le public à accepter la guerre. Les « preuves » des massacres de Saddam Hussain étaient destinées à horrifier les gens et susciter de fortes réactions émotionnelles. Une députée travailliste Ann Clwyd publia dans le « Times » deux jours avant l'invasion une information selon laquelle « Saddam Hussein possédait une machine à déchiqueter les humains dans laquelle on introduisait les adversaires par les pieds pour les transformer en nourriture pour poissons ». L'article était intitulé « Regardez ces hommes se faire hacher menu et osez dire que vous ne soutenez pas la guerre » afin de donner l'impression que les opposants à la guerre en Grande-Bretagne étaient des êtres totalement insensibles !!!! Le nez de Pinocchio serait tellement long dans ce cas précis qu'il ne pourrait plus marcher ni se tenir debout.

Premièrement, les Américains ont affirmé avoir la preuve que l'Irak détenait des armes de destruction massive. Envahir, l'Irak, le désarmer et déposer Saddam Hussein devenaient chose nécessaire. On connaît la suite.

Deuxièmement, ce mensonge en recouvrait d'autres. Outre la totale certitude que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive, il y avait aussi les preuves « irréfutables » que Saddam Hussein était l'allié d'Al-Qaeda et « travaillait » avec Oussama Ben Laden. Ceci avait entraîné l'affirmation fautive de la responsabilité de Saddam Hussein également dans les attentats du 11 septembre 2001.

En fait, l'administration Bush avait décidé de ne pas révéler avant le début de la guerre en Irak en mars 2003 que la CIA détenait à l'étranger deux personnages clés d'Al-Qaeda qui avaient séparément confié à leurs interrogateurs américains qu'Oussama Ben Laden avait bel et bien songé à proposer à Saddam Hussein une alliance contre les États-Unis pour finalement décider de ne pas le faire. Rendre cela public aurait affaibli l'affirmation de l'administration américaine selon laquelle Oussama Ben Laden et Saddam Hussein collaboraient étroitement. C'est pourtant cette soi-disant alliance qui avait permis de remporter l'adhésion du public américain et le soutien du Congrès pour la guerre.

²⁵ En 2013, le Pentagone dispose d'un budget "insensé" de 640 milliards de dollars soit l'équivalent de l'addition des neuf plus gros budgets militaires venant après lui (Chine, Russie, Arabie Saoudite, France, Angleterre Allemagne, Japon, Inde et Corée du Sud).

Troisièmement, enfin Georges W. Bush junior avait affirmé être ouvert à une résolution pacifique de ce différent alors que la décision de faire la guerre était déjà prise. Tous ces mensonges envers le peuple américain et le monde dans son ensemble devaient justifier une politique étrangère qui avait déjà choisi la guerre.

On sait aujourd'hui que dix jours après son entrée à la Maison Blanche, soit le 30 janvier 2001, lors de la première réunion du National Security Council, le point 1 de l'ordre du jour était l'Irak et Donald Rumsfeld, Secrétaire d'État américain à la Défense, a déclaré d'emblée : « il nous faut aller chercher Saddam ». En fait dès le mois de mars 2001, soit 6 mois avant les attentats des Twin Towers, les plans d'invasion et d'occupation de l'Irak étaient prêts. Restait à trouver le bon prétexte servant d'excuse pour le début des hostilités.

Explications :

Bush regrettait beaucoup que son père n'ait pas laissé les GI's entrer à Bagdad en 1990 et ne se soit pas saisi du pétrole irakien. La première recommandation de Rumsfeld était claire : « il faut augmenter la part des États-Unis dans la production et la commercialisation du pétrole brut dans le monde. Le but principal de cette administration doit être de convaincre, voire d'obliger les États du Moyen-Orient d'ouvrir leurs zones pétrolifères à l'investissement étranger et remplacer l'OPEP par le pouvoir de décision des multinationales soumises au contrôle de l'Amérique et sensibles aux intérêts de l'Occident ». Un bel exemple de mensonge : l'invasion de l'Irak pour y apporter les bienfaits de la démocratie et des droits de l'homme cachait en fait des intérêts pétroliers.

3.- La Libye

La pertinence des motifs de l'intervention française restera longtemps sujette à caution et elle restera sans doute la plus grande erreur de la Vème République. La guerre française contre le régime libyen cachait une volonté de changement de régime derrière le masque de la morale.

Cela tombait fort bien car les relations de Kadhafi avec les États-Unis et la Grande-Bretagne s'étaient en fait dégradées suite à sa décision de vendre son pétrole en dinars (une nouvelle monnaie panafricaine soutenue par l'or) en encourageant ses voisins africains à suivre son exemple, ce qui était inacceptable pour les sociétés pétrolières américaines et anglaises. La publication des courriels d'Hillary Clinton à la fin de 2015 a révélé que les autorités américaines estimaient que cette mesure aurait renforcé les économies africaines et entraîné une concurrence inacceptable avec le dollar.

La résolution 1973 du 17 mars 2011 du Conseil de sécurité des Nations Unies autorise les États membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les populations et zones civiles menacées d'attaque en Libye, y compris Benghazi, tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit.

Ni la lettre ni l'esprit de cette résolution n'ont été respectés. Des armes ont été livrées aux rebelles et des troupes spéciales ont été présentes au sol. L'objectif sous-jacent visant à forcer un changement de régime, qui a entraîné la mort de Mouammar Kadhafi, ne figurait pas non plus dans le texte de ladite résolution et va bien au-delà de la protection des populations civiles de Benghazi.

Beau mensonge puisque c'est sa liquidation qui a toujours été visée. Dans un livre à couverture rouge intitulé « Arrogant comme un Français en Afrique ²⁶ », Antoine Glaser, remarquable connaisseur de l'Afrique, dévoile les vraies raisons de la condamnation à mort du leader libyen : Kadhafi, pendant sa visite en France, avait appâté Sarkozy avec la perspective d'achats exclusifs d'armements pour plusieurs dizaines de milliards de dollars qui devaient générer 30.000 emplois en France selon les déclarations officielles du Président français. Le jour-J pour la signature des accords, le 1^{er} juillet 2008, le leader libyen a dit que l'encre avait séché dans le stylo et qu'il avait fait affaire avec les Russes et avec Silvio Berlusconi. Il venait de signer sa condamnation à mort. On connaît la suite.

BHL, les rebelles libyens « démocratiques » et Sarkozy nous ont fait croire que Kadhafi était sur le point de commettre un massacre d'innocents à Benghazi. Amnesty International a établi que les rebelles avaient menti et fourni de fausses preuves de violations des droits humains. La Libye est aujourd'hui un État failli et anarchique.

4.- La Syrie

Le même scénario a été utilisé à nouveau en **Syrie** où il s'agissait de renverser le régime en place (« regime change », comme d'habitude) au prix de collusions incertaines, à savoir un soutien militaire au moins indirect à des groupes islamistes proches de Al Qaeda et de Daesh et avec des opposants de Bachar el-Assad assez peu démocrates, sans compter des intérêts bien particuliers en matière de gazoducs partant du Qatar en direction de la Méditerranée. En fait, pour relier les champs de gaz du Qatar, qui n'a pas de pétrole, avec l'Occident via la Turquie sunnite (et ainsi rendre obsolètes à terme les gazoducs russes qui alimentent précisément l'Europe de l'Ouest en gaz, coupant de ce fait une importante source de financement pour la Russie de Poutine), il fallait faire chuter le régime alaouite de Bachar el-Assad et le remplacer par un nouveau gouvernement représentant la majorité sunnite de la Syrie.

Les politiciens occidentaux avec leurs médias et alliés activistes parmi les ONG, se sont donnés du mal pour obtenir le soutien du public à la destitution du Président Assad. Déjà en 2013, on a joué avec les émotions du public occidental en prétendant qu'Assad avait utilisé du gaz sarin contre les civils, raison pour laquelle il fallait le renverser de toute urgence, sans même avoir le temps de lui déclarer la guerre. Ces allégations n'ont jamais été prouvées et une enquête de l'ONU a indiqué par la suite que les rebelles anti-gouvernementaux auraient pu être responsables de l'attaque. Les allégations selon lesquelles Assad aurait utilisé des armes chimiques contre son propre peuple semblent refaire surface à chaque fois que le gouvernement syrien reprend un pan de son territoire aux forces rebelles ou djihadistes. Elles ont justifié deux interventions américaines dont une appuyée par la France en représailles de telles utilisations nullement avérées.

Pour rétablir une « ligne rouge » imaginaire, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont frappé de concert dans la nuit du 13 au 14 avril 2018 en représailles d'une attaque toujours évidemment chimique sur Douma, ville de la Ghouta orientale, à l'Est de Damas intervenue moins d'une semaine plus tôt le 7 avril. Cette expédition a été décidée avant l'intervention de toute enquête sur place et l'envoi d'experts indépendants, sur la base de documents transmis par les seuls Casques blancs, ONG de tendance notoirement islamiste. Sur le plan du droit international, on relèvera que les Russes et les Iraniens sont en Syrie suite à la requête en ce

²⁶ Antoine Glaser, « Arrogant comme un Français en Afrique », Fayard, Paris, 2016, 192p.

sens que Bachar al-Assad leur a adressées. Ce n'est pas le cas des Américains, ni des Français, et encore moins des Turcs et des Saoudiens.

Entretemps, il s'avère que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OPCW/OIAC) dont le siège est La Haye aux Pays-Bas est en train de perdre toute crédibilité. Deux de ses inspecteurs ne pouvant plus se regarder dans la glace ont admis qu'il n'y avait pas eu d'attaques chimiques aériennes de la part du régime et qu'il y avait une « haute probabilité » pour que les cylindres de gaz aient été déposés directement sur le sol par les combattants islamistes. Leurs rapports ont été écartés.

Les médias occidentaux décident de ce qui doit vous émouvoir ou pas de façon sélective et finalement mensongère. Nous avons eu droit à des tweets d'une fillette syrienne de 7 ans, Bana al-Abed, chouchou des médias qui disait en arabe : « Cher monde, il vaut mieux commencer une troisième guerre mondiale que de laisser la Russie et Assad commettre hashtag « HolocaustAleppo »... Comme je le disais au début de mon exposé, il devient difficile de séparer le bon grain de l'ivraie, le vrai du faux.

5.- La Russie

La **Russie** est victime d'une véritable paranoïa aux États-Unis et est devenue une cause fréquente de mensonges. Madame Clinton vient d'accuser une candidate à la désignation du candidat démocrate à la Présidentielle, la députée Tulsi Gabbard de Hawaï, d'être « une agente de Moscou ». Les néo-conservateurs cultivent à l'égard de la Russie une aversion viscérale. En fait, la Russie n'a jamais menacé les États-Unis depuis la fin de la guerre froide et sa volonté de récupérer ses anciens satellites de l'Europe de l'Est est un fantasme américain.

Les efforts du parti démocrate américain visant à décrédibiliser la victoire de Donald Trump a conduit à une véritable levée de boucliers antirusse qui implique une description totalement mensongère de la menace russe ainsi que des choix stratégiques belliqueux pour l'OTAN.

L'on pourrait sans doute démontrer dans le détail que toutes les sanctions américaines (et accessoirement européennes) à l'égard de la Russie, qu'elles soient politiques, diplomatiques et économiques sont fondées sur des assertions mensongères.

Cela comprend probablement la curieuse affaire Sergei Skripal et sa fille Yulia à propos desquels le « UK's Porton Down intelligence laboratory » n'a jamais pu ni voulu confirmer que le novichok utilisé avait été fabriqué en Russie... Les gouvernements britannique et américain ainsi que l'essentiel des médias occidentaux font pourtant comme si la confirmation était sans équivoque.²⁷

²⁷ Voici pour mémoire le communiqué de presse du State Department présenté par Madame Heather Nauert le 8 août 2018 : « Following the use of a « Novichok » nerve agent in an attempt to assassinate UK citizen Sergei Skripal and his daughter Yulia Skripal, the United States, on August 6, 2018, determined under the Chemical and Biological Weapons Control and Warfare Elimination Act of 1991 (CBW Act) that the Government of the Russian Federation has used chemical or biological weapons in violation of international law or has used lethal chemical or biological weapons against its own nationals ». Les sanctions tombèrent le 22 août 2018.

6.- L'OTAN

Il est légitime de se demander aujourd'hui si l'OTAN est là pour la protection de l'Europe ou pour assurer la pérennité de la présence américaine en Europe, sa domination et les contrats militaires liés aux provocations à l'égard de la Russie grâce à l'extension de l'organisation jusqu'aux frontières de cette dernière. Malgré les promesses de Bush, reprises par Clinton de ne jamais placer des troupes de l'OTAN à l'est de l'Allemagne, l'on envisage aujourd'hui l'établissement de bases militaires jusqu'en Pologne, le « Fort Trump » (cela ne s'invente pas), pour plus de 2 milliards de dollars payés par... le gouvernement polonais.

La politique de l'OTAN consiste à persuader les Européens de tourner le dos à la Russie en exagérant mensongèrement la menace venant de Moscou et d'inciter les uns et les autres à des achats d'armes américaines (c'est le cas de la Belgique tout récemment).

Parallèlement au plan Marschall (1948) qui permit la vassalisation de l'économie de l'Europe occidentale et l'imposition du dollar dans les transactions commerciales (privilège extravagant pour les États-Unis comme avait l'habitude de dire Giscard d'Estaing), l'OTAN (1949) a permis la vassalisation de la défense européenne. La défense des intérêts du complexe militaro-industriel américain vaut bien quelques mensonges et approximations à propos de « the world's most dangerous nation » de la part d'une démocratie modèle²⁸. Sur ce plan, le Congrès est à l'unisson de la Maison Blanche²⁹.

Une Française, Françoise Thom, maître de conférence à l'Université Paris-Sorbonne³⁰ adopte les mêmes outrances en avançant que la réalisation de l'objectif de toujours de la Russie est la destruction de l'Occident et l'exportation du chaos chez nous. Elle représente pourtant une partie majoritaire de la recherche française actuelle sur les études portant sur la Russie contemporaine.

On avait pourtant entendu mais pas écouté hélas les conseils éclairés de rares spécialistes à Washington, dont celle de George Kennan, légende vivante de la diplomatie américaine. Il avait prévenu l'Amérique naïve des années 40 envers son allié soviétique, il était le père du « containment », le concepteur de cette stratégie gagnante visant à priver l'URSS d'un accès aux Mers chaudes du globe et un modèle de lucidité. Il disait : « Nous voulions faire triompher la démocratie sur la dictature et nous y avons réussi. Nous devons en tirer les conséquences. Nous ne pouvons continuer à traiter nos ennemis d'hier comme s'ils devaient rester des ennemis pour toujours ! »

Il eut beau répéter qu'en humiliant les Russes, on allait favoriser la montée des courants nationalistes et militaristes et retarder la marche du pays vers la démocratie... il fut traité de faible et de naïf. Un conseiller du Président Clinton lui dit qu'il se trompait et que les Russes finiraient par accepter tout ce que l'on leur imposait... parce qu'ils n'avaient pas le choix.

²⁸ Le dernier rapport du Pentagone décrit deux ennemis principaux, la Russie et la Chine ainsi que deux ennemis secondaires la Corée du Nord et l'Iran

²⁹ L'Europe assiste sans rien faire à la montée d'une nouvelle guerre froide. A croire que nos dirigeants n'y comprennent rien. Sans doute n'ont-ils pas lu ou relu Lamartine qui déclarait en 1858 : « *Les Etats-Unis ont la résolution d'entrer en domination dans les affaires de la vieille Europe qu'ils déclarent caduque avec la forfanterie de leur prétendue jeunesse. Ils affectent avec l'Europe, en y apportant leur dollar, la supériorité du mépris. Si l'on n'y veille, ils seront en mesure de prendre l'Europe par la famine et le vieux continent livré au pays de tous les monopoles en subirait à jamais la loi* ». Quelle extraordinaire actualité dans ce jugement !

³⁰ Françoise Thom, "Comprendre Poutine. Pour sortir du mensonge", éd. Desclée De Brouwer, 2018, 240p.

George Kennan ajoutait une remarque capitale : « l'élargissement de l'OTAN vers l'Est peut devenir l'erreur la plus fatale de la politique américaine depuis la guerre, car cet élargissement n'est en rien justifié. Cette décision de l'Occident va porter un préjudice au développement de la démocratie russe en rétablissant l'atmosphère de la guerre froide. Les Russes n'auront d'autre choix que d'interpréter l'expansion de l'OTAN comme une action militaire »³¹. En 1998, Kennan revient à la charge et dit dans un article de la célèbre revue « Foreign Affairs » : « C'est une erreur tragique. Il n'y avait absolument aucune raison de le faire. Personne n'était menacé. Cette extension de l'OTAN ferait se retourner dans leur tombe les pères fondateurs de l'Amérique. L'extension va entraîner une réaction hostile de la part de la Russie et ceux qui ont décidé de l'extension vous diront qu'ils vous avaient bien dit que les Russes étaient ainsi »³².

Le désir de puissance et le poids du complexe militaro-industriel américain explique à lui seul les virages manqués vis-à-vis de Moscou qui eurent pour résultat de faire de l'ancien ennemi, qui voulait devenir un partenaire, un pays réfractaire animé par un sentiment de revanche.

7.- L'Ukraine

Le cas de l'Ukraine relève des mêmes procédés. On retrouve la « patte » ou la « signature » des États-Unis, alors sous la présidence de Barack Obama, dans les événements en Ukraine en février 2014. George Friedman, le fondateur et CEO de Stratfor, site payant que l'on dit affilié à la CIA, a dit du renversement du Président ukrainien Viktor Yanukovych : « it was the most blatant coup in history » (flagrant). Il fut rapidement prié de se taire. La Maison Blanche, l'Union européenne et la presse occidentale à l'unisson se félicitèrent par contre de cette révolution orange porteuse de liberté et de démocratie, préparée par l'administration Obama au moins depuis 2011 et dans laquelle 5 milliards de dollars furent investis comme le relevait Victoria Nuland du Département d'État.

8.- L'Iran

L'Iran lui aussi, subit journallement un déluge de mensonges³³. Donald Trump a décidé de se retirer de l'accord international appelé JCPOA ou accord nucléaire avec l'Iran, « the most horrible agreement ever, most horrible ». L'Iran a été ostracisé, dénoncé comme le pays le plus dangereux pour la paix du monde, la personnification du mal, une puissance hégémonique en devenir, sur le point de reconstituer un nouvel Empire perse au Moyen-Orient. L'Iran est décrit comme « the top international state sponsor of terrorism » (« internationalement, le tout premier Etat parrainant le terrorisme »). Les faits ne comptent plus. Un auteur du WINEP, le « Washington Institute for Near East Policy Studies » a écrit que « l'Iran et sa force paramilitaire Quods posaient une menace significative au territoire américain ». Trump est aligné sur les ennemis de l'Iran qui le manipulent soit Israël et l'Arabie Saoudite et essaient de le pousser à la faute, soit une intervention en Iran. Pompeo est moins discret sur les objectifs des sanctions : il s'agit d'un changement de régime. Soit les Iraniens renversent leur gouvernement, soit ils crèvent de faim. La prime du mensonge stupide revient à Wendy Sherman, anciennement sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, qui pendant une audition

³¹ Cité par Andreï Gratchev, *Un Nouvel Avant-Guerre*, Paris, Alma éditeur, 2017.

³² *Now a world from X*, Foreign Affairs, mai 1998

³³ On lira peut-être avec intérêt le long article que j'ai consacré à ce sujet dans la Revue "Stratégiques Orientés", no 7, Année 2018, "L'Iran à l'épreuve du réel", Paris, L'Harmattan. Mon article qui coiffe ce numéro de la Revue s'intitule : « Le Meilleur des Mondes iranien : histoires de fragilités », p.11-32.

au Sénat en 2013 avait considéré que « deception is in Iranian DNA », « la tromperie, la fourberie sont dans l'ADN iranien ».

9.- Le Yémen

Le Yémen est aussi source de mensonge. La porte-parole du Pentagone, Rebecca Rebarich, déclare que le soutien militaire des États-Unis à ses partenaires au Yémen atténue les pertes civiles et que le soutien des États-Unis à la coalition formée par l'Arabie Saoudite, les États Arabes Unis, le Bahreïn, l'Égypte et le Soudan se limite à des ravitaillements en vol et à du renseignement pour aider les partenaires à protéger leurs frontières contre des attaques des Houthis. « Notre soutien, dit-elle, n'est pas militaire, il est axé sur l'amélioration des processus et des procédures de la coalition, en particulier en ce qui concerne le respect du droit dans les conflits armés et les meilleurs moyens de réduire le risque de pertes civiles ».

Voilà une représentation tellement faussée de la réalité qu'on peut la qualifier de mensonge grossier. Comme si les USA ne jouaient pas un rôle important dans le ciblage et la fourniture exclusive des armes (bombes et missiles). L'International Crisis Group constate qu'affirmer qu'un gouvernement légitime combat les Houthis soutenus par l'Iran masque une réalité locale infiniment plus complexe et entrave les efforts pour parvenir à la paix.

Conclusion

J'ai essayé de vous démontrer que les dirigeants d'un pays estiment qu'ils ont à leur disposition, avec le mensonge, un instrument au service des meilleurs intérêts de leur politique étrangère qu'ils utilisent en s'adressant le plus souvent à leur propre opinion publique et plus rarement à un État tiers. Et dans la plupart des cas, « they got away with it ». Ils s'en sont tirés sans dommage.

De très nombreux mensonges sont évacués, oubliés ou même pas identifiés. Ils sont sortis de l'histoire sur la pointe des pieds.

On le sait : le pouvoir porte rarement dans son cœur les intérêts véritables de ses simples concitoyens. Le motif de la défense de la liberté ne tient pas devant les impératifs du profit. La Seconde Guerre mondiale n'était pas terminée que Charles E. Wilson, futur « Defense Secretary », PDG de General Motors, préconisait une économie de guerre permanente pour les États-Unis car la production de guerre menait à une montée vertigineuse des profits. La guerre, c'est bon pour les affaires.

Lorsque l'on a la guerre dans sa culture ³⁴, avec celui du profit, le mensonge portera prioritairement sur la recherche de prétexte et de bonnes excuses d'entrer en guerre. Obama a déclaré un jour que les États-Unis étaient en guerre depuis 1776 et qu'il en serait toujours ainsi. Clinton justifiait par avance implicitement le recours au mensonge en disant : « Il existe un droit pour les États-Unis de recourir unilatéralement à la force afin d'assurer un accès sans restriction aux marchés clés, à l'approvisionnement en énergie et aux ressources stratégiques ».

³⁴ Certains voient le péché originel des États-Unis dans les soixante ans de conquête de l'Ouest qui s'acheva par la mort de 9 millions d'Indiens sur les dix millions présents au moment de l'expansion par vagues des nouveaux colons.

Bien des intellectuels américains, les plus grands professeurs de relations internationales, dénoncent³⁵ aujourd'hui cette attitude.

J'ai le sentiment que l'on ment beaucoup plus fréquemment aujourd'hui que par le passé. Lorsque le Secrétaire d'État américain Dean Acheson a voulu montrer au Général de Gaulle les photos aériennes des missiles russes à Cuba, de Gaulle a refusé en disant que «la parole du président des États-Unis était assez bonne pour moi ». Il n'est plus sûr aujourd'hui que l'on croie le Président américain sur parole.

Le chaos du monde naît de l'appétit insatiable des puissants et non de l'âme des peuples, on le sait.

Alors d'où nous vient ce recours récurrent au mensonge qui a maintenant totalement éclipsé la diplomatie des États-Unis ? Quel est ce mensonge fondateur, cette tumeur qui aura perverti l'Amérique que nous aimions et entraîné un tel changement de décor, en particulier depuis 2001 mais en fait depuis près de 60 ans ?

La réponse existe. On la trouve dans le passage extraordinairement prémonitoire du discours de Dwight David Eisenhower clôturant ses deux mandats présidentiels en juin 1961 :

« Cette conjonction entre un immense establishment militaire et une importante industrie privée de l'armement est une nouveauté dans l'histoire américaine...Nous ne pouvons ni ignorer, ni omettre de comprendre la gravité des conséquences d'un tel développement...nous devons nous prémunir contre l'influence illégitime que le complexe militaro-industriel tente d'acquérir, ouvertement ou de manière cachée. La possibilité existe, et elle persistera, que cette influence connaisse un accroissement injustifié, dans des proportions désastreuses et échappant au contrôle des citoyens. Nous ne devons jamais permettre au poids de cette conjonction d'intérêts de mettre en danger nos libertés ou nos méthodes démocratiques. Rien, en vérité, n'est définitivement garanti. Seuls des citoyens vigilants et informés peuvent prendre conscience de la toile d'influence tissée par la gigantesque machinerie militaro-industrielle et la confronter avec nos méthodes et objectifs démocratiques et pacifiques afin que la sécurité et les libertés puissent fleurir côte à côte ».

Voilà la vraie origine du mensonge moderne étatsunien au sens où il faudra sans cesse que les administrations américaines successives justifient, mensongèrement à chaque fois, des décisions destinées à satisfaire le complexe militaro-industriel.

Je vous renvoie à toute la sévérité de la phrase d'Albert Einstein : *« Les États-Unis sont passés directement de la barbarie à la décadence, sans jamais connaître la civilisation ».*

Parmi les inférences de cet état de fait, il faut se demander pourquoi au plan de l'organisation politique du monde et des relations internationales, l'Organisation des Nations Unies est un échec flagrant aujourd'hui.

Je veux parler de la contradiction qu'elle recèle entre la prévention des conflits dans sa Charte et la philosophie du complexe militaro-industriel américain. La charte est un échec, certainement, puisque son préambule et son article premier proscrivaient la guerre pour la

³⁵ Voir bibliographie recommandée

première fois dans l'histoire de l'humanité. La guerre est mise hors la loi par la Charte. C'était un changement complet de paradigme.

Or, beaucoup a été fait pour qu'elle ne soit pas efficace en matière de conflits, parce qu'elle ne devait pas gêner dès le départ l'Amérique impériale. A chacune de leurs interventions, les États-Unis ont essayé d'avoir son blanc-seing ou alors, dans le cas contraire, s'en sont passés. Le projet est américain et ne pouvait pas être conçu comme contraire aux intérêts de l'Amérique. Il pouvait par contre mettre en place un instrument à leur service. Il a alors été concocté pour ne pas pouvoir les contraindre, pour ne jamais constituer un frein à leur hégémonie. Derrière la démocratie et les droits de l'homme (version américaine), il y a le complexe militaro-industriel. Derrière l'ONU, il y a toujours eu l'Amérique et son veto.

Pour reprendre une expression du grand David Ray Griffin, de « divine », la trajectoire américaine est devenue « démoniaque »³⁶.

Lorsque trop de mensonges et de tromperies envahissent la politique étrangère, comme aujourd'hui en Occident, nul ne devrait être surpris de voir la politique et les politiciens susciter une méfiance profonde³⁷. Il y a parfois une validation des situations mensongères mises en place par les États-Unis de la part de l'Europe ou un silence voire une collusion qui sont embarrassants.

Je voudrais citer l'attitude actuelle de l'Europe à l'égard de la Russie, à l'égard de l'Ukraine, à l'égard de l'OTAN, à l'égard de la Syrie et plus généralement à l'égard du conflit israélo-palestinien qui implique une soumission aux desiderata américains et qui me paraît contraire à nos propres intérêts d'Européens.

Il n'y a pas de vérité, il n'y a que des mensonges assumés, comme je l'ai dit d'emblée.

Et dire que nous autres Européens du Vieux Continent ne sommes apparemment que des spectateurs impuissants de ces jeux de faux-semblants et pourtant nous sommes parmi les plus affectés. Les plus affectés, mais muets et obéissants. Sauf le grand Jacques Chirac et Dominique de Villepin qui refusèrent la pantalonnade irakienne. Je ne vois pas d'autres exemples de résistance aux mensonges de l'Amérique.

Comme disait Fiodor Dostoïevski « le plus difficile dans la vie est de vivre et de ne pas mentir et surtout de ne pas croire à ses mensonges ». Ce qui me désole est que les Américains nous mentent souvent en pleine face et pensent que nous sommes assez stupides pour les croire.

Et puis je ne résiste pas à convoquer encore une fois Lamartine :

« Rien n'est vrai, rien n'est faux ; tout est songe et mensonge, illusion du cœur qu'un vain espoir prolonge. Nos seules vérités, hommes, sont nos douleurs ».

36

David Ray Griffin, « *The American Trajectory, Divine or Demonic* », Clarity Press, Atlanta, 2018, 409p.

³⁷ Voir Vian Bakir, Eric Herring, David Miller, Piers Robinson, "Lying and deception in Politics" in J. Meibauer (Ed.), "The Oxford Handbook of Lying", Oxford, UK, Oxford University Press, 2018, 688p. (Chapitre 41). A paraître à partir du 15 novembre 2018. Voir aussi la première partie intitulée "Traditions" et en particulier le chapitre 3 "Contemporary Approaches to the Philosophy of Lying" par James Edwin Mahon.

Bibliographie :

Au-delà des références indiquées en bas de pages, est vivement recommandée la lecture de quatre ouvrages qui viennent de paraître, et qui proviennent des meilleurs esprits américains du monde académique des relations internationales, les meilleurs de ces dernières années et qui fournissent l'essentiel des clés de lecture du monde dans lequel nous vivons.

John J. Mearsheimer, "The Great Delusion, Liberal Dreams and International Realities", Yale University Press, New Haven, 2018, 313p.

Stephen M. Walt, « The Hell of Good Intentions, America's Foreign Policy Elite and the Decline of U.S. Primacy », Farrar, Straus and Giroux, New York, 2018, 385p.

William R. Polk, "Crusade and Jihad, The Thousand-Year War between the Muslim World and the Global North", Yale University Press, New Haven, 2018, 632p.

David Ray Griffin, « The American Trajectory, Divine or Demonic », Clarity Press, Atlanta, 2018, 409p.

